**Modèle d’arrêté**

***Portant titularisation d’un agent en contrat PACTE***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***…* **- …** *(n° d’ordre)*

**Portant titularisation**

**de** *Madame ou Monsieur* **…** *(prénom et NOM de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de …* *(nom de la commune ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article[[1]](#footnote-1) …,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.326-10 à L.326-19,

Vu l’ordonnance n° 2005-901 du 2 août 2005 modifiée relative aux conditions d’âge dans la fonction publique et instituant un nouveau parcours d’accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l’État,

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l’égalité et la citoyenneté, notamment son article 162,

Vu le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l’Etat et des personnels des collectivités territoriales,

Vu le décret n° 2005-904 du 2 août 2005 modifié pris pour l’application de l’article 38 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

*(Le cas échéant)* Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu le décret n° …, du … portant statut particulier du cadre d’emplois des …,

Vu le contrat PACTE de *Monsieur ou Madame* … *(nom et prénom de l’agent)* en qualité de … *(dénomination du grade)* à compter du … *(date),* en vertu de l’article L.326-10 du Code général de la fonction publique,

*(Le cas échéant)* Vu l’avenant de renouvellement du contrat prononcé à compter du … *(date)* pour une durée de …,

OU *(Le cas échéant)* Vu l’avenant de prolongation du contrat prononcé à compter du … *(date)* pour une durée de …,

Considérant que la période de contrat effectuée par *Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent)* est concluante.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Madame ou Monsieur*…*(prénom et NOM de l’agent)* né(e) le … *(date)*, est titularisé(e) dans le grade de … *(dénomination du grade)*, à compter du … *(date d’effet de la titularisation)* sur l’emploi de … *(dénomination de l’emploi)[[2]](#footnote-2) à temps complet ou à temps non complet à raison de …/heures hebdomadaires*

**Article 2 :**

A la date mentionnée à l’article 1, *Madame ou Monsieur*…*(prénom et NOM de l’agent)* bénéficie d’une reprise d’ancienneté de ... *(durée)[[3]](#footnote-3)*

L’agent est classé au … *(chiffre)* échelon, Indice Brut … *(nombre)*, Indice Majoré … *(nombre)*, avec une ancienneté conservée de … *(durée)*,

**Article 3 :**

Conformément à l’article 19 du décret n°2005-904 du 2 août 2005, *Madame ou Monsieur*…*(prénom et NOM de l’agent)* est soumis(e) à un engagement d'accomplir une période de services effectifs au sein de … *(dénomination de la collectivité territoriale ou l’établissement public)*.

La durée de l'engagement de servir est fixée à … [[4]](#footnote-4)

En cas de rupture de l'engagement du fait de l’agent, celui-ci remboursera les frais de formation engagés par la collectivité ou l'établissement public pendant son contrat PACTE, sauf dispense accordée par l’autorité territoriale.

**Article 4 :**

*Le Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 5 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Loiret et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 6 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

Transmis au Représentant de l’État le :…*(date)*

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-1)
2. *L’agent est obligatoirement affecté dans l’emploi pour lequel il a été recruté en contrat PACTE*

   *⭬ Article 19 du décret n°2005-904 du 02.08.2005* [↑](#footnote-ref-2)
3. *En fonction de la reprise des services antérieurs et de la durée initiale du contrat* [↑](#footnote-ref-3)
4. *La durée est égale à deux fois la durée du contrat + le cas échéant, la durée des périodes de renouvellement*. [↑](#footnote-ref-4)